

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 89 — 844

13 MARS 1989. — Arrêté royal portant exécution de l'article 63, § 1^{er}, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifié par les lois du 22 décembre 1970 et du 28 juillet 1976

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 4 et 47, § 1^{er};

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment l'article 63, § 1^{er}, modifié par les lois du 22 décembre 1970 et du 28 juillet 1976;

Vu la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979;

Vu la délibération conforme de Nos Ministre et Secrétaires d'Etat au sein de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'administration communale est tenue de délivrer aux personnes qui en font la demande des copies ou extraits des documents suivants :

- plan régional ou de secteur arrêté par arrêté royal et prescriptions réglementaires qui les accompagnent;
- projet de plan régional ou de secteur arrêté par arrêté ministériel et prescriptions réglementaires qui les accompagnent;
- plans communaux généraux et particuliers d'aménagement approuvés par arrêté royal et prescriptions réglementaires qui les accompagnent;
- règlements généraux et communaux sur les bâtisses et sur les lotissements;
- plans parcellaires approuvés par le Roi en vertu de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes;
- plan d'alignement.

Ces copies ou extraits sont délivrés dans les trente jours de la date de la demande.

Art. 2. Pendant au moins deux jours par semaine à fixer par le collège des bourgmestre et échevins, tout tiers intéressé peut prendre connaissance, à la maison communale, du contenu des permis de bâtir et de lotir délivrés.

Art. 3. Pendant au moins deux jours par semaine à fixer par le collège des bourgmestre et échevins, les propriétaires riverains peuvent obtenir de celui-ci, concernant les demandes de permis de bâtir ou de lotir introduites, les renseignements qui sont indiqués dans l'annexe I du présent arrêté. Il ne peut toutefois pas leur être donné communication des pièces du dossier.

Art. 4. Le collège des bourgmestre et échevins est tenu de délivrer aux intéressés un certificat d'urbanisme n° 1.

Ce certificat est demandé au moyen du formulaire I A et est délivré au moyen du formulaire I B, dont les modèles sont annexés au présent arrêté.

Il reproduit les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué si le bien n'est pas situé dans un plan particulier d'aménagement approuvé par le Roi et prévu à l'article 16 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ou dans un lotissement dûment autorisé et non périmé.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 89 — 844

13 MAART 1989. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 63, § 1, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1970 en 28 juli 1976

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op de artikelen 4 en 47, § 1;

Gelet op de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, inzonderheid op artikel 63, § 1, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1970 en 28 juli 1976;

Gelet op de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979;

Gelet op de eensluidende beslissing van Onze Minister en Staatssecretarissen binnen de Executieve van het Brusselse Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brusselse Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het gemeentebestuur is gehouden aan personen die erom verzoeken afdrucken van of uittreksels uit de volgende bescheiden af te geven :

- bij koninklijk besluit vastgesteld streek- of gewestplan en bijbehorende verordenende voorschriften;
- bij ministerieel besluit vastgesteld ontwerp-, streek- of gewestplan en bijbehorende verordenende voorschriften;
- bij koninklijk besluit goedgekeurde algemene en bijzondere gemeentelijke plannen van aanleg en bijbehorende verordenende voorschriften;
- algemene en gemeentelijke bouw- en verkavelingsverordeningen;
- krachtens artikel-6, § 1, van de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen door de Koning goedgekeurde perceelplannen;
- rooiplannen.

Die afdrucken of uittreksels worden binnen een termijn van dertig dagen na de datum van het verzoek afgegeven.

Art. 2. Gedurende ten minste twee dagen per week, welke door het college van burgemeester en schepenen behoren te worden vastgesteld, kan elke belanghebbende derde op het gemeentehuis kennis nemen van de inhoud van de afgegeven bouw- en verkavelingsvergunningen.

Art. 3. Gedurende ten minste twee dagen per week, welke door het college van burgemeester en schepenen behoren te worden vastgesteld, kunnen de aanpalende eigenaars in verband met de ingediende bouw- of verkavelingsaanvragen de in bijlage I van dit besluit vermelde inlichtingen bij het college inwinnen. De stukken van het dossier mogen hun evenwel niet worden medegedeeld.

Art. 4. Het college van burgemeester en schepenen is gehouden aan de belanghebbenden een stedenbouwkundig attest nr. 1 af te geven.

Dat attest behoort te worden aangevraagd aan de hand van formulier I A en wordt afgegeven aan de hand van formulier I B, waarvan de modellen bij dit besluit zijn gevoegd.

Het neemt de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte inlichtingen over wanneer het goed niet gelegen is binnen de grenzen van een door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw of binnen een behoorlijk vergunde en niet vervallen verkaveling.

Ce certificat est délivré dans les quarante jours de la demande si l'avis du fonctionnaire délégué n'est pas requis et dans les septante-cinq jours si cet avis est requis.

Copie du certificat est envoyée au fonctionnaire délégué le jour même où il est délivré au demandeur.

Art. 5. Le fonctionnaire délégué est tenu de délivrer un certificat d'urbanisme n° 1 aux personnes de droit public visées à l'article 48 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et aux personnes établissant les installations, lignes et canalisations d'utilité publique visées à cet article.

Ce certificat est demandé au moyen du formulaire I C et est délivré au moyen du formulaire I D, dont les modèles sont annexés au présent arrêté.

Il est délivré dans les septante-cinq jours de la demande.

Le fonctionnaire délégué demande l'avis préalable du collège des bourgmestre et échevins.

Ce dernier émet son avis dans les trente jours. A l'expiration de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Copie du certificat est envoyée au collège des bourgmestre et échevins le jour même où il est délivré au demandeur.

Art. 6. Le collège des bourgmestre et échevins est tenu de délivrer aux intéressés un certificat d'urbanisme n° 2.

Ce certificat est demandé au moyen du formulaire II A et est délivré au moyen du formulaire II B, dont les modèles sont annexés au présent arrêté.

Il reproduit l'avis du fonctionnaire délégué si le bien n'est pas situé dans un plan particulier d'aménagement approuvé par le Roi et prévu à l'article 16 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ou dans un lotissement dûment autorisé et non périmé ou si la demande nécessite une dérogation prévue à l'article 51 de la même loi.

Ce certificat est délivré dans les quarante jours de la demande si l'avis du fonctionnaire délégué n'est pas requis et dans les septante-cinq jours si cet avis est requis.

Copie du certificat est envoyée au fonctionnaire délégué le jour même où il est délivré au demandeur.

Art. 7. Le fonctionnaire délégué est tenu de délivrer un certificat d'urbanisme n° 2 aux personnes de droit public visées à l'article 48 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et aux personnes établissant les installations, lignes et canalisations d'utilité publique visées à cet article.

Ce certificat est demandé au moyen du formulaire II C et est délivré au moyen du formulaire II D, dont les modèles sont annexés au présent arrêté.

Il est délivré dans les septante-cinq jours de la demande.

Le fonctionnaire délégué demande l'avis préalable du collège des bourgmestre et échevins.

Ce dernier émet son avis dans les trente jours. A l'expiration de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Copie du certificat est envoyée au collège des bourgmestre et échevins le jour même où il est délivré au demandeur.

Art. 8. L'arrêté royal du 22 octobre 1971 portant exécution de l'article 63 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est abrogé en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 9. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J.-L. THYS

Dat attest wordt binnen veertig dagen na de aanvraag afgegeven wanneer het advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist is en binnen vijftienzeventig dagen wanneer dit advies vereist is.

Een afschrift van het attest wordt op de dag waarop het aan de aanvrager wordt afgegeven, aan de gemachtigde ambtenaar toegestuurd.

Art. 5. De gemachtigde ambtenaar is gehouden een stedenbouwkundig attest nr. 1 af te geven aan de publiekrechtelijke rechtspersonen bedoeld in artikel 48 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw en aan de personen die de in dat artikel bedoelde installaties en leidingen van openbaar nut aanleggen.

Dat attest behoort te worden aangevraagd aan de hand van formulier I C en wordt afgegeven aan de hand van formulier I D waarvan de modellen bij dit besluit zijn gevoegd.

Het wordt binnen vijftienzeventig dagen na de indiening van de aanvraag afgegeven.

De gemachtigde ambtenaar verzoekt voorafgaandelijk om het advies van het college van burgemeester en schepenen.

Dit college brengt binnen dertig dagen advies uit. Na het verstrijken van deze termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Een afschrift van het attest wordt op de dag waarop het aan de aanvrager wordt afgegeven aan het college van burgemeester en schepenen toegestuurd.

Art. 6. Het college van burgemeester en schepenen is gehouden aan de belanghebbenden een stedenbouwkundig attest nr. 2 af te geven.

Dat attest behoort te worden aangevraagd aan de hand van formulier II A en wordt afgegeven aan de hand van formulier II B, waarvan de modellen bij dit besluit zijn gevoegd.

Het neemt het door de gemachtigde ambtenaar verstrekte advies over wanneer het goed niet gelegen is binnen de grenzen van een door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg als bedoeld in artikel 16 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw of binnen een behoorlijk vergunde en niet vervallen verkaveling, ofwel wanneer de aanvraag een afwijking vereist met toepassing van artikel 51 van de genoemde wet.

Dat attest wordt binnen veertig dagen na de aanvraag afgegeven wanneer het advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist is en binnen vijftienzeventig dagen wanneer het advies vereist is.

Een afschrift van het attest wordt op de dag waarop het aan de aanvrager wordt afgegeven, aan de gemachtigde ambtenaar toegestuurd.

Art. 7. De gemachtigde ambtenaar is gehouden een stedenbouwkundig attest nr. 2 af te geven aan de publiekrechtelijke rechtspersonen bedoeld in artikel 48 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw en aan de personen die de in dat artikel bedoelde installaties en leidingen van openbaar nut aanleggen.

Dat attest behoort te worden aangevraagd aan de hand van formulier II C en wordt afgegeven aan de hand van formulier II D waarvan de modellen bij dit besluit zijn gevoegd.

Het wordt binnen vijftienzeventig dagen na de indiening van de aanvraag afgegeven.

De gemachtigde ambtenaar verzoekt voorafgaandelijk om het advies van het college van burgemeester en schepenen.

Dit college brengt binnen dertig dagen advies uit. Na het verstrijken van deze termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Een afschrift van het attest wordt op de dag waarop het aan de aanvrager wordt afgegeven aan het college van burgemeester en schepenen toegestuurd.

Art. 8. Het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 tot uitvoering van artikel 63 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw wordt, voor wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, opgeheven.

Art. 9. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege

De Minister van het Brussels Gewest,

Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

J.-L. THYS

Annexe I

FICHE DE RENSEIGNEMENTS AUX PROPRIETAIRES RIVERAINS

La demande relative au terrain sis , tend à exécuter les travaux ou actes suivants:

La demande présente les caractéristiques énumérées ci-après (1) :

A. Demande visée par l'article 44 de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

- | | | |
|--------------------------|--|--|
| <input type="checkbox"/> | 1. Construction | -- dimensions de l'ouvrage : -- longueur : |
| <input type="checkbox"/> | Reconstruction | -- largeur : |
| <input type="checkbox"/> | Transformation | -- hauteur : |
| <input type="checkbox"/> | Démolition | -- distance par rapport aux limites parcellaires : |
| | | -- nombre d'étages : |
| | | -- partie du bâtiment à transformer ou à démolir : |
| <input type="checkbox"/> | 2. Utilisation du terrain pour placement d'une ou plusieurs installations fixes | -- superficie du terrain : |
| | | -- distance des installations par rapport aux limites parcellaires : |
| | | -- nombre d'installations : |
| | | -- dimensions de la ou des installations : |
| <input type="checkbox"/> | 3. Déboisement | -- superficie du déboisement : |
| | | -- essences forestières : |
| <input type="checkbox"/> | 4. Abattage d'arbres | -- nombre d'arbres à abattre : |
| | | -- essences des arbres à abattre : |
| <input type="checkbox"/> | 5. Modification sensible du relief du sol | -- superficie du terrain : |
| | | -- distance par rapport aux limites parcellaires : |
| | | -- hauteur des remblais : |
| | | -- profondeur des déblais : |
| <input type="checkbox"/> | 6. Etablissement d'un dépôt de véhicules ou de mitraille | -- superficie du terrain : |
| | | -- distance par rapport aux limites parcellaires : |
| | | -- mode de clôture : |
| | | -- estimation du nombre de véhicules à déposer : |
| | | -- estimation du volume de mitraille à déposer : |
| <input type="checkbox"/> | 7. Modification de la végétation d'une zone protégée par arrêté royal | -- superficie du terrain : |
| | | -- nature de la végétation : |
| | | -- existante : |
| | | -- projetée : |
| <input type="checkbox"/> | 8. Utilisation habituelle d'un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles pouvant être utilisées pour l'habitation | -- superficie du terrain : |
| | | -- distance des installations par rapport aux limites parcellaires : |
| | | -- genre et nombre d'installations : |

B. Demande visée par l'article 56 de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

- | | | |
|--------------------------|---------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Lotissement : | -- superficie totale du lotissement : |
| | | -- nombre de lots : |
| | | -- ouverture de nouvelles rues : OUI — NON (2) |
| | | -- extinction de servitudes ou d'obligations conventionnelles : OUI — NON (2) |
| | | -- P/S de l'ensemble des constructions : |
| | | -- volume minimum et maximum des bâtiments à construire : |

A... .., le

Le secrétaire.

Par le collège,

Le bourgmestre,

(1) Marquer d'une croix et compléter les mentions utiles.

(2) Biffer la mention inutile.

Formulaire I A

DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME N° 1

Au collège des bourgmestre et
échevins de la commune de

Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir me délivrer un certificat d'urbanisme n° I donnant, pour le bien sis
.....
cadastré n° et appartenant
à

les indications énoncées sub a), b), c) et d) de l'article 63, § 1^{er}, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifié par les lois du 22 décembre 1970 et du 28 juillet 1976.

Je joins à la présente :

- 1° un plan de situation du bien précité, établi à l'échelle de (1)
figurant l'orientation, les voies d'accès avec indication de leur statut juridique (voirie de l'Etat, provinciale, vicinale ou communale) et leur dénomination, et indiquant les immeubles environnants dans un rayon de 50 m à partir de chaque limite de ce bien;
- 2° les renseignements relatifs au titre de propriété du bien en cause fournis, conformément à l'article 144 du Code des droits de succession, par le receveur des droits de succession du ressort dans lequel ce bien est situé.

Signature du demandeur :

Nom et adresse du demandeur :

Date de la demande :

(1) 1/500 ou 1/1 ou 1/2 500

Formulaire I B

Vos références

Nos références

CERTIFICAT D'URBANISME N° 1

Monsieur,

En réponse à votre demande de certificat d'urbanisme n° 1 en date du concernant le bien sis, nous avons l'honneur de vous adresser les renseignements demandés, sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé au cas où vous déposeriez une demande de certificat d'urbanisme n° 2, une demande de permis de bâtir ou une demande de permis de lotir.

Pour le territoire où est situé le bien :

- il existe un plan de secteur arrêté par arrêté royal du 28 novembre 1979;
- (1) il n'existe pas de plan particulier d'aménagement prévu par l'article 16 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal;
- (1) — il n'existe pas de lotissement dûment autorisé;
- (1) — il existe un plan général d'aménagement approuvé par arrêté royal du
- (1) et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un plan particulier prévu par l'article 17 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal
- (1) du et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un lotissement autorisé mais dont le permis est périmé;
- (1) — il existe un plan particulier prévu par l'article 16 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal du et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un permis de lotir non périmé;
- (1) — il existe un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal du et dont le pouvoir expropriant est

En conséquence, les affectations et les prescriptions suivantes sont d'application pour le bien en cause :

- (1) Renseignements complémentaires fournis par le fonctionnaire délégué du Service de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire :

A, le

Le secrétaire,

Par le collège,

Le bourgmestre,

Observations

1. « La destination indiquée sans restriction dans un certificat d'urbanisme et les conditions qu'il impose pour une parcelle ou une partie de parcelle, restent valables pendant un an à compter de la délivrance du certificat » (article 63, § 1^{er}, 5, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme modifié par la loi du 28 juillet 1976).
- 2^o Le présent certificat ne dispense pas de solliciter et d'obtenir le permis de bâtir pour l'exécution de travaux ou l'accomplissement d'actes énumérés à l'article 44 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifié par la loi du 22 décembre 1970, ou le permis de lotir exigé par l'article 56 de cette loi, modifié par la loi du 22 décembre 1970.
- 3^o Des copies ou extraits de plans d'aménagement approuvés et des prescriptions réglementaires qui les accompagnent peuvent être fournis, sur demande, par l'administration communale (arrêté royal du portant exécution de l'article 63 de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, article 1^{er}). Tout tiers intéressé peut prendre connaissance à la maison communale, pendant au minimum deux jours par semaine, du contenu des permis de bâtir ou de lotir délivrés (Ibid, art. 2).

(1) Biffer les mentions inutiles.

Formulaire I C

Nos références

DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME N° 1

Au fonctionnaire délégué du Service de l'urbanisme et de
l'aménagement du territoire

Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir me délivrer un certificat d'urbanisme n° 1 donnant, pour le bien sis

rue

cadastré n° et appartenant

à

les indications énoncées sub *a)*, *b)*, *c)* et *d)* de l'article 63, § 1^{er}, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifié par les lois du 22 décembre 1970 et du 28 juillet 1976.

Je joins à la présente :

- 1° un plan de situation du bien précité, établi à l'échelle de (1) figurant l'orientation, les voies d'accès avec indication de leur statut juridique (voirie de l'Etat, provinciale, vicinale ou communale) et leur dénomination, et indiquant les immeubles environnants dans un rayon de 50 m à partir de chaque limite de ce bien;
- 2° les renseignements relatifs au titre de propriété du bien en cause fournis, conformément à l'article 144 du Code des droits de succession, par le receveur des droits de succession du ressort dans lequel ce bien est situé.

Signature du demandeur :

Nom et adresse du demandeur :

Date de la demande :

(1) 1/500 ou 1/1 000 ou 1/2 500

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE
Service de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire

Formulaire I D

Vos références

Nos références

CERTIFICAT D'URBANISME N° 1

Monsieur,

En réponse à votre demande de certificat d'urbanisme n° 1 en date du concernant le bien sis nous avons l'honneur de vous adresser les renseignements demandés, sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé au cas où vous déposeriez une demande de certificat d'urbanisme n° 2, une demande de permis de bâtir ou une demande de permis de lotir.

Pour le territoire où est situé le bien :

- il existe un plan de secteur arrêté par arrêté royal du 28 novembre 1979;
- (1) — il n'existe pas de plan particulier d'aménagement prévu par l'article 16 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal;
- (1) — il n'existe pas de lotissement dûment autorisé;
- (1) — il existe un plan général d'aménagement approuvé par arrêté royal du
- (1) et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un plan particulier prévu par l'article 17 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal
- (1) du et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un lotissement autorisé mais dont le permis est périmé;
- (1) — il existe un plan particulier prévu par l'article 16 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal
- (1) du et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un permis de lotir non périmé;
- (1) — il existe un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal du et dont le pouvoir expropriant est

En conséquence, les affectations et les prescriptions suivantes sont d'application pour le bien en cause :

Renseignements complémentaires fournis par le collège des bourgmestre et échevins :

A, le

Le fonctionnaire délégué,

Observations

1. « La destination indiquée sans restriction dans un certificat d'urbanisme et les conditions qu'il impose pour une parcelle ou une partie de parcelle, restent valables pendant un an à compter de la délivrance du certificat » (article 63, § 1^{er}, 5, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme modifié par la loi du 28 juillet 1976).
- 2^o Le présent certificat ne dispense pas de solliciter et d'obtenir le permis de bâtir pour l'exécution de travaux ou l'accomplissement d'actes énumérés à l'article 44 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifié par la loi du 22 décembre 1970, ou le permis de lotir exigé par l'article 56 de cette loi, modifié par la loi du 22 décembre 1970.
- 3^o Des copies ou extraits de plans d'aménagement approuvés et des prescriptions réglementaires qui les accompagnent peuvent être fournis, sur demande, par l'administration communale (arrêté royal du portant exécution de l'article 63 de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, article 1^{er}). Tout tiers intéressé peut prendre connaissance à la maison communale, pendant au minimum deux jours par semaine, du contenu des permis de bâtir ou de lotir délivrés (Ibid, art. 2).

(1) Biffer les mentions inutiles.

Formulaire II A

DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME N° 2

Au collège des bourgmestre et
échevins de la commune de

Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir me délivrer un certificat d'urbanisme n° 2 pour le bien sis à
rue cadastré n°
et appartenant à

J'ai l'intention d'exécuter ou d'accomplir sur ce bien les travaux ou actes ci-après :

Je joins à ma demande, en trois exemplaires, les documents suivants signés par moi :

1° un plan de situation du bien précité, établi à l'échelle de (1) figurant l'orientation, les voies d'accès avec indication de leur statut juridique (voirie de l'Etat, provinciale, vicinale ou communale) et leur dénomination, et indiquant les biens environnants dans un rayon de 50 m à partir de chaque limite de ce bien;

2° les renseignements relatifs au titre de propriété du bien en cause fournis, conformément à l'article 144 du Code des droits de succession, par le receveur des droits de succession du ressort dans lequel ce bien est situé;

3° un plan établi à l'échelle 1/500 ou 1/1000, donnant la situation existante et sur lequel figurent :

- a) le bien immobilier et ses dimensions;
- b) l'orientation;
- c) la voirie contiguë avec indication de la largeur et du nom;
- d) les immeubles existants sur la parcelle et sur les parcelles voisines avec indication cotée de leur implantation;
- e) le relief du sol et les plantations existantes;

4° les photos des immeubles indiqués sub 3, d), avec indication de la nature et de la couleur des matériaux des façades et des toits;

5° le dessin des profils cotés des constructions voisines;

6° le relevé des servitudes actives et passives grevant le bien;

7° un plan schématique établi à l'échelle de (2), qui permette une lisibilité correcte et sur lequel figurent notamment (3) :

- s'il s'agit d'une construction, reconstruction ou transformation : l'implantation, le nombre d'étages et la hauteur, la largeur et la profondeur proposées des bâtiments (principaux et annexes) projetés, la destination des parties de terrain qui ne seront pas bâties ou ne seront pas affectées par les travaux projetés (zone de recul, cours et jardins, garage, etc.) avec indication de leurs dimensions; s'il échet, les bâtiments à démolir et les plantations à supprimer; la voirie et les plantations projetées;
- s'il s'agit d'une démolition : l'implantation et les dimensions de l'immeuble à démolir;
- s'il s'agit de l'utilisation d'un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes : la situation, le nombre et les dimensions des installations à placer;
- s'il s'agit d'un déboisement : la situation et la superficie de la partie à déboiser, l'indication des essences forestières et l'âge du peuplement forestier;
- s'il s'agit d'un abattage d'arbres à haute tige : la situation, le nombre et l'essence des arbres à abattre;
- s'il s'agit d'une modification sensible du relief du sol : une coupe en longueur et en largeur du relief à réaliser coté par rapport au niveau du sol actuel, le cubage approximatif des terres à déplacer;
- s'il s'agit d'une modification de la végétation d'une zone protégée par arrêté royal : la situation et la superficie de l'espace dont la végétation est à modifier, la nature de la végétation existante et projetée;
- s'il s'agit de l'établissement d'un dépôt de véhicules usagés ou de mitraille : le mode de clôture et la situation de celle-ci, l'estimation du nombre de véhicules ou du volume de mitraille à déposer;
- s'il s'agit de l'utilisation habituelle d'un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles pouvant être utilisées pour l'habitation : la situation et la superficie de l'espace à utiliser, le genre et le nombre d'installations à placer;
- s'il s'agit d'un lotissement de terrain : la superficie à lotir, le nombre de lots et la superficie de ceux-ci, les dimensions approximatives des habitations (bâtiments principaux et annexes) à construire

Signature du demandeur :

Nom et adresse du demandeur

Date de la demande :

(1) 1/500, 1/1 000 ou 1/2 500.

(2) — pour la construction, transformation ou démolition de bâtiments . 1/50 à 1/200;
— pour les autres actes et travaux . 1/100 à 1/1 000.

(3) marquer d'une croix la mention utile.

Nos références :

Vos références :

CERTIFICAT D'URBANISME N° 2

Le collège des bourgmestre et échevins;

Vu la demande de certificat d'urbanisme n° 2 introduite par

relative à un bien sis

et tendant à

Attendu que, pour le territoire où est situé le bien :

- il existe un plan de secteur arrêté par arrêté royal du 28 novembre 1979;
- (1) — il n'existe pas de plan particulier d'aménagement prévu par l'article 16 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal;
- (1) — il n'existe pas de lotissement dûment autorisé;
- (1) — il existe un plan général d'aménagement approuvé par arrêté royal du
- (1) et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un plan particulier prévu par l'article 17 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal du
- (1) et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un lotissement autorisé mais dont le permis est périmé;
- (1) — il existe un plan particulier prévu par l'article 16 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal du
- (1) et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un permis de lotir non périmé;
- (1) — il existe un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal du
- et dont le pouvoir expropriant est

Vu les règlements sur les bâtisses communal et de l'Agglomération de Bruxelles;

(1) Vu l'avis de la commission de concertation du

(1) Vu l'avis du fonctionnaire délégué

Arrête :

Article 1er. Sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé au cas où serait introduite une demande de permis de bâtir ou de lotir, les travaux ou actes envisagés (1) sont — ne sont — susceptibles d'être agréés, tenant compte des avis ci-après :

1° avis de l'administration communale :

(1) 2° avis du fonctionnaire délégué du Service de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire :

Art. 2. « La destination indiquée sans restriction dans un certificat d'urbanisme et les conditions qu'il impose pour une parcelle ou une partie de parcelle, restent valables, pendant un an à compter de la délivrance du certificat » (article 63, § 1er, 5 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme modifié par la loi du 28 juillet 1976).

Art. 3. Le présent certificat ne dispense pas de solliciter et d'obtenir le permis de bâtir pour l'exécution de travaux ou l'accomplissement d'actes énumérés à l'article 44 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifié par la loi du 22 décembre 1970, ou le permis de lotir exigé par l'article 56 de cette loi, modifié par la loi du 22 décembre 1970.

Ce permis devra, le cas échéant :

- se conformer aux conditions du Service incendie de l'agglomération de Bruxelles;
- se conformer aux exigences de l'arrêté royal du 9 mai 1977 pris en exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à l'accès des handicapés aux bâtiments accessibles au public.

A, le

Le secrétaire,

Par le collège,

Le bourgmestre,

(1) Biffer les mentions inutiles.

Formulaire II C

DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME N° 2

Au fonctionnaires délégué
du Service de l'urbanisme
et de l'aménagement du territoire

Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir me délivrer un certificat d'urbanisme n° 2 pour le bien sis à
rue, cadastré n°
et appartenant à

J'ai l'intention d'exécuter ou d'accomplir sur ce bien les travaux ou actes ci-après :

Je joins à ma demande, en trois exemplaires, les documents suivants signés par moi :

- 1° un plan de situation du bien précité, établi à l'échelle de (1) figurant l'orientation, les voies d'accès avec indication de leur statut juridique (voirie de l'Etat, provinciale, vicinale ou communale) et leur dénomination, et indiquant les biens environnants dans un rayon de 50 m à partir de chaque limite de ce bien;
- 2° les renseignements relatifs au titre de propriété du bien en cause fournis, conformément à l'article 144 du Code des droits de succession, par le receveur des droits de succession du ressort dans lequel ce bien est situé;
- 3° un plan établi à l'échelle 1/500 ou 1/1000, donnant la situation existante et sur lequel figurent :
 - a) le bien immobilier et ses dimensions;
 - b) l'orientation;
 - c) la voirie contiguë avec indication de la largeur et du nom;
 - d) les immeubles existants sur la parcelle et sur les parcelles voisines avec indication cotée de leur implantation;
 - e) le relief du sol et les plantations existantes;
- 4° les photos des immeubles indiqués sub 3, d), avec indication de la nature et de la couleur des matériaux des façades et des toits;
- 5° le dessin des profils cotés des constructions voisines;
- 6° le relevé des servitudes actives et passives grevant le bien;
- 7° un plan schématique établi à l'échelle de (2), qui permette une lisibilité correcte et sur lequel figurent notamment (3) :

- s'il s'agit d'une construction, reconstruction ou transformation : l'implantation, le nombre d'étages et la hauteur, la largeur et la profondeur proposées des bâtiments (principaux et annexes) projetés, la destination des parties de terrain qui ne seront pas bâties ou ne seront pas affectées par les travaux projetés (zone de recul, cours et jardins, garage, etc.) avec indication de leurs dimensions; s'il échet, les bâtiments à démolir et les plantations à supprimer; le voirie et les plantations projetées;
- s'il s'agit d'une démolition : l'implantation et les dimensions de l'immeuble à démolir;
- s'il s'agit de l'utilisation d'un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes : la situation, le nombre et les dimensions des installations à placer;
- s'il s'agit d'une déboisement : la situation et la superficie de la partie à déboiser, l'indication des essences forestières et l'âge du peuplement forestier;
- s'il s'agit d'un abattage d'arbres à haute tige : la situation, le nombre et l'essence des arbres à abattre;
- s'il s'agit d'une modification sensible du relief du sol : une coupe en longueur et en largeur du relief à réaliser coté par rapport au niveau du sol actuel, le cubage approximatif des terres à déplacer;
- s'il s'agit d'une modification de la végétation d'une zone protégée par arrêté royal : la situation et la superficie de l'espace dont la végétation est à modifier, la nature de la végétation existante et projetée;
- s'il s'agit de l'établissement d'un dépôt de véhicules usagés ou de mitraille : le mode de clôture et la situation de celle-ci, l'estimation du nombre de véhicules ou du volume de mitraille à déposer;
- s'il s'agit de l'utilisation habituelle d'un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles pouvant être utilisées pour l'habitation : la situation et la superficie de l'espace à utiliser, le genre et le nombre d'installations à placer;
- s'il s'agit d'un lotissement de terrain : la superficie à lotir, le nombre de lots et la superficie de ceux-ci, les dimensions approximatives des habitations (bâtiments principaux et annexes) à construire.

Signature du demandeur :

Nom et adresse du demandeur :

Date de la demande :

(1) 1/500, 1/1 000 ou 1/2 500.

(2) — pour la construction, transformation ou démolition de bâtiments 1/50 à 1/200;
— pour les autres actes et travaux 1/100 à 1/1 000

(3) Marquer d'un croix la mention utile.

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE
Service de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire

Formulaire II D

Vos références :

Nos références :

CERTIFICAT D'URBANISME N° 2

Le fonctionnaire délégué,
Vu la demande de certificat d'urbanisme n° 2 introduite par
relative à un bien sis
et tendant à

Attendu que, pour le territoire où est situé le bien :

- il existe un plan de secteur arrêté par arrêté royal du 28 novembre 1979;
- (1) — il n'existe pas de plan particulier d'aménagement prévu par l'article 16 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal;
- (1) — il n'existe pas de lotissement dûment autorisé;
- (1) — il existe un plan général d'aménagement approuvé par arrêté royal du
- (1) — et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un plan particulier prévu par l'article 17 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal du et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un lotissement autorisé mais dont le permis est périmé;
- (1) — il existe un plan particulier prévu par l'article 16 de la loi du 29 mars 1962, approuvé par arrêté royal du et mis en révision par arrêté royal du
- (1) — il existe un permis de lotir non périmé;
- (1) — il existe un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal du et dont le pouvoir expropriant est

Vu les règlements sur les bâtisses communal et de l'Agglomération de Bruxelles;

Vu l'avis du collège des bourgmestre et échevins du

(1) Vu l'avis de la commission de concertation du

Arrêté :

Article 1er. Sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé au cas où serait introduite une demande de permis de bâtir ou de lotir, les travaux ou actes envisagés (1) sont — ne sont pas — susceptibles d'être agréés aux conditions suivantes :

Art. 2. « La destination indiquée sans restriction dans un certificat d'urbanisme et les conditions qu'il impose pour une parcelle ou une partie de parcelle, restent valables, pendant un an à compter de la délivrance du certificat » (article 63, § 1er, 5 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme modifié par la loi du 28 juillet 1978).

Art. 3. Le présent certificat ne dispense pas de solliciter et d'obtenir le permis de bâtir pour l'exécution de travaux ou l'accomplissement d'actes énumérés à l'article 44 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifié par la loi du 22 décembre 1970, ou le permis de lotir exigé par l'article 56 de cette loi.

Ce permis devra, le cas échéant :

- se conformer aux conditions du Service incendie de l'agglomération de Bruxelles;
- se conformer aux exigences de l'arrêté royal du 9 mai 1977 pris en exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à l'accès des handicapés aux bâtiments accessibles au public.

A, le

Biffer les mentions inutiles.

Vu l'annexe 1 et les formulaires I A, I B, I C, I D, II A, II B, II C et II D pour être annexés à Notre arrêté du 13 mars 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,
Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J.-L. THYS

Bijlage I

STAAT VAN INLICHTINGEN VOOR DE AANPALENDE EIGENAARS

De aanvraag betreffende het perceel gelegen , strekt ertoe volgende werken of handelingen uit te voeren :

De aanvraag vertoont volgende kenmerken (1) :

A. Aanvraag bedoeld in artikel 44 van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw

- 1. Bouwen — afmetingen van het bouwwerk : — lengte :
 Herbouwen — breedte :
 Verbouwen — hoogte :
 Afbreken — afstand ten opzichte van de perceelsgrenzen :
 — aantal verdiepingen :
 — te verbouwen of af te breken gedeelte :
- 2. Gebruik van een grond voor het plaatsen van een of meer vaste inrichtingen — oppervlakte van de grond :
 — afstand van de inrichtingen ten opzichte van de perceelsgrenzen :
 — aantal inrichtingen :
 — afmetingen van de inrichtingen :
- 3. Ontbossen — te ontbossen oppervlakte :
 — houtsoorten :
- 4. Vellen van bomen — aantal te vellen bomen :
 — te vellen boomsoorten :
- 5. Merkelijke wijziging van het reliëf van de bodem — oppervlakte van het terrein :
 — afstand ten opzichte van de perceelsgrenzen :
 — hoogte van de ophogingen :
 — diepte van de uitgravingen :
- 6. Aanleggen van een opslagruimte voor voertuigen of schroot — oppervlakte van het terrein :
 — afstand ten opzichte van de perceelsgrenzen :
 — wijze van afsluiting :
 — raming van het aantal voertuigen :
 — raming van het volume van het op te stapelen schroot :
- 7. Wijziging van de vegetatie van een bij koninklijk besluit beschermd gebied — oppervlakte van de grond :
 — aard van de bestaande vegetatie :
 — aard van de geplande vegetatie :
- 8. Gewoonlijk gebruiken van een grond voor het plaatsen van één of meer verplaatsbare inrichtingen die voor bewoners kunnen dienen — oppervlakte van de grond :
 — afstand van de inrichtingen ten opzichte van de perceelsgrenzen :
 — aard en aantal van de inrichtingen :

B. Aanvraag bedoeld in artikel 56 van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw

- Verkaveling : — totale oppervlakte van de verkaveling :
 — aantal kavels :
 — aanleg van nieuwe straten : JA — NEEN (2)
 — Tenietgaan van erfdienstbaarheden of van bij overeenkomst vastgestelde verplichtingen : JA — NEEN (2)
 — vloerindex V, T van de gezamenlijke bebouwing :
 — minimum en maximumvolume van de op te richten gebouwen :

Te, de

De secretaris,

Vanwege het college,

De burgemeester,

(1) Aankruisen en op de vereiste plaatsen invullen.
 (2) Het overbodige schrappen.

Formulier I A

AANVRAAG VAN EEN STEDEBOUWKUNDIG ATTEST NR. 1

Aan het College van Burgemeester en
Schepenen der gemeente

Mijne Heren,

Ik verzoek U om afgifte van een stedebouwkundig attest nr. I dat, voor het perceel, gelegen te

kadastraal bekend, sectie nr.

eigendom van

de vermeldingen bevat, opgesomd in *a)*, *b)*, *c)* en *d)* van lid 6 van artikel 63, § 1, der wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1970 en van 28 juli 1976.

Ik voeg hierbij :

- 1^o een situatietekening van bovenbedoeld perceel, gemaakt op een schaal van (1), waarop de noordpijl, de toegangswegen met vermelding van hun rechtstoestand (rijksweg, provinciale weg, buurtweg of gemeenteweg) en van hun naam, alsmede de omliggende bebouwing in een omtrek van 50 m vanaf elk der grenzen van dat perceel, zijn aangegeven;
- 2^o de inlichtingen omtrent de eigendomstitel van het betrokken perceel, overeenkomstig artikel 144 van het Wetboek der successierechten verstrekt door de ontvanger der successierechten van het gebied waar het perceel gelegen is.

Handtekening van de aanvrager :

Naam en adres van de aanvrager :

Datum van de aanvraag :

Formulier I B

Uw kenmerk

Ons kenmerk

STEDEBOUWKUNDIG ATTEST NR. 1

Geachte,

In antwoord op uw verzoek van
om afgifte van een stedenbouwkundig attest nr. 1, betreffende het perceel gelegen
verstrekken wij u hieronder de gevraagde inlichtingen, onder voorbehoud van de uitslag van het grondige onderzoek waarvan de zaak zou worden onderworpen ingeval u een stedenbouwkundig attest nr. 2 mocht aanvragen of een bouw- of verkavelingsaanvraag mocht indienen.

Voor het gebied waarin het perceel begrepen is bestaat er :

- een op 28 november 1970 door de Koning vastgesteld gewestplan;
- (1) — geen door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg als bedoeld in artikel 16 van de wet van 29 maart 1962;
- (1) — geen behoorlijk vergunde verkaveling;
- (1) — een algemeen plan van aanleg goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) — en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) — een bijzonder plan van aanleg als bedoeld in artikel 17 van de wet van 29 maart 1962 en goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) — en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) — een behoorlijk vergunde verkaveling maar waarvoor de vergunning vervallen is;
- (1) — een bijzonder plan van aanleg als bedoeld in artikel 16 van de wet van 29 maart 1962, goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) — en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) — een niet vervallen verkavelingsvergunning;
- (1) — een bij koninklijk besluit van goedgekeurd onteigeningsplan, met als onteigenende macht

Bijgevolg gelden volgende bestemmingen en voorschriften voor het bedoeld perceel :

- (1) Aanvullende inlichtingen verstrekt door de gemachtigde ambtenaar van de Dienst van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening :

Te, de

Vanwege het college,

De secretaris,

De burgemeester,

Opmerkingen

- 1° « De in een stedenbouwkundig attest zonder beperking aangegeven bestemming en de opgelegde voorwaarden voor een perceel of een perceelsgedeelte blijven van kracht gedurende een jaar te rekenen van de uitreiking van het attest » (artikel 63, § 1, 5, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1976).
- 2° Door dit attest is men niet ontheven van het aanvragen en verkrijgen van de bouwvergunning voor het uitvoeren van werken of verrichten van handelingen, als bedoeld in artikel 44 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970, of van de verkavelingsvergunning, voorgeschreven bij artikel 56 van die wet, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970.
- 3° Afdrukken van of uittreksels uit goedgekeurde plannen van aanleg en de daarbij behorende verordenende voorschriften kunnen op aanvraag door het gemeentebestuur worden bezorgd (koninklijk besluit van tot uitvoering van artikel 63 van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, artikel 1). Belanghebbende derden kunnen op het gemeentehuis gedurende ten minste twee dagen per week inzage krijgen van de inhoud van de afgegeven bouw- of verkavelingsvergunningen (Ibid, art. 2).

(1) Het overbodige schrappen.

Formulier I C

Ons kenmerk

AANVRAAG VAN EEN STEDEBOUWKUNDIG ATTEST NR. 1

Aan de gemachtigde ambtenaar van de Dienst van de stedenbouw
en de ruimtelijke ordening

Geachte Heer,

Ik verzoek U om afgifte van een stedenbouwkundig attest nr. 1 dat, voor het perceel, gelegen te
.....
straat, kadastraal bekend, sectienr.
eigendom van
.....
de vermeldingen bevat, opgesomd in *a), b), c)* en *d)* van lid 6 van artikel 63, § 1, der wet van 29 maart 1962
houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, gewijzigd bij de wetten van
22 december 1970 en van 28 juli 1976.

Ik voeg hierbij :

- 1° een situatietekening van bovenbedoeld perceel, gemaakt op een schaal van (1),
waarop de noordpijl, de toegangswegen met vermelding van hun rechtstoestand (rijksweg, provinciale weg,
buurtweg of gemeenteweg) en van hun naam, alsmede de omliggende bebouwing in een omtrek van 50 m
vanaf elk der grenzen van dat perceel, zijn aangegeven;
- 2° de inlichtingen omtrent de eigendomstitel van het betrokken perceel, overeenkomstig artikel 144 van het
Wetboek der successierechten verstrekt door de ontvanger der successierechten van het gebied waar het
perceel gelegen is.

Handtekening van de aanvrager :

Naam en adres van de aanvrager :

Datum van de aanvraag :

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST
Dienst van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening

Formulier I D

Uw kenmerk

Ons kenmerk

STEDEBOUWKUNDIG ATTEST NR. 1

Geachte,

In antwoord op uw verzoek van
om afgifte van een stedebouwkundig attest nr. 1, betreffende het perceel gelegen
.....
verstrekken wij u hieronder de gevraagde inlichtingen, onder voorbehoud van de uitslag van het grondige onderzoek waarvan de zaak zou worden onderworpen ingeval u een stedebouwkundig attest nr. 2 mocht aanvragen of een bouw- of verkavelingsaanvraag mocht indienen.

Voor het gebied waarin het perceel begrepen is bestaat er :

- een op 28 november 1979 door de Koning vastgesteld gewestplan;
- (1) — geen door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg als bedoeld in artikel 16 van de wet van 29 maart 1962;
- (1) — geen behoorlijk vergunde verkaveling;
- (1) — een algemeen plan van aanleg goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) — en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) — een bijzonder plan van aanleg als bedoeld in artikel 17 van de wet van 29 maart 1962 en goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) — en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) — een behoorlijk vergunde verkaveling maar waarvoor de vergunning vervallen is;
- (1) — een bijzonder plan van aanleg als bedoeld in artikel 16 van de wet van 29 maart 1962 en goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) — en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) — een niet vervallen verkavelingsvergunning;
- (1) — een bij koninklijk besluit van goedgekeurd onteigeningsplan, met als onteigenende macht

Bijgevolg gelden volgende bestemmingen en voorschriften voor het bedoeld perceel :
Aanvullende inlichtingen verstrekt door het college van burgemeester en schepenen :

Te, de

De gemachtigde ambtenaar,

Opmerkingen

- 1° « De in een stedebouwkundig attest zonder beperking aangegeven bestemming en de opgelegde voorwaarden voor een perceel of een perceelsgedeelte blijven van kracht gedurende een jaar te rekenen van de uitreiking van het attest » (artikel 63, § 1, 5, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1976).
- 2° Door dit attest is men niet ontheven van het aanvragen en verkrijgen van de bouwvergunning voor het uitvoeren van werken of verrichten van handelingen, als bedoeld in artikel 44 van de wet van 29 maart 1962 houdend organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970, of van de verkavelingsvergunning, voorgeschreven bij artikel 53 van die wet, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970.
- 3° Afdrukken van of uittreksels uit goedgekeurde plannen van aanleg en de daarbij behorende verordenende voorschriften kunnen op aanvraag door het gemeentebestuur worden bezorgd (koninklijk besluit van tot uitvoering van artikel 63 van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, artikel 1). Belanghebbende derden kunnen op het gemeentehuis gedurende ten minste twee dagen per week inzage krijgen van de inhoud van de afgegeven bouw- of verkavelingsvergunningen (Ibid, art. 2).

(1) Het overbodige schrappen.

Formulier II A

AANVRAAG VAN EEN STEDEBOUWKUNDIG ATTEST NR. 2

Aan het college van burgemeester en
schepenen van de gemeente

Mijne heren,

Ik verzoek u om afgifte van een stedenbouwkundig attest nr. 2 voor het perceel gelegen te
..... straat, kadastraal bekend sectie nr. eigendom van
.....Ik ben voornemens op dat perceel volgende werken uit te voeren of handelingen te verrichten :
.....
.....

Ik voeg bij mijn aanvraag volgende door mij ondertekende bescheiden in drievoud :

- 1° een situatietekening van bovenbedoeld perceel, gemaakt op een schaal van ; (1), waarop de noordpijl, de toegangswegen met vermelding van hun rechtstoestand (rijksweg, provincieweg, buurtweg, gemeenteweg) en van hun naam, alsmede de omliggende bebouwing in een omtrek van 50 m vanaf elk der grenzen van dat perceel zijn aangegeven;
- 2° de inlichtingen omtrent de eigendomstitel van het betrokken perceel, overeenkomstig artikel 144 van het Wetboek de successierechten verstrekt door de ontvanger der successierechten van het gebied waar het perceel gelegen is;
- 3° een plan op een schaal van 1/500 of 1/1000, waarop de bestaande toestand is aangegeven, met name :
 - a) het onroerend goed en de afmetingen ervan;
 - b) de noordpijl;
 - c) de aanpalende wegen, met vermelding van breedte en naam;
 - d) de op het perceel en op de aangrenzende percelen aanwezige bebouwing, met de van maten voorziene aanduiding van de inplanting ervan op het perceel;
 - e) het reliëf van de bodem en de aanwezige beplanting;
- 4° foto's van de in 3, d, bedoelde gebouwen, met vermelding van de aard en de kleur van de gevelmaterialen en van de dakbedekkingen;
- 5° de profieltekeningen, met ingeschreven maten, van de naburige gebouwen;
- 6° de opgave van de heersende en lijdende erfdienstbaarheden waarmede het goed bezwaard is;
- 7° een schetstekening op een schaal van (2), met het oog op een correcte aflezing, waarop met name zijn aangegeven (3) :

- in geval van bouwen, herbouwen of verbouwen : voorgestelde plaatsing op het terrein, aantal verdiepingen, hoogte, breedte en diepte van de ontworpen gebouwen (hoofd- en bijgebouwen), de bestemming van de terreingedeelten die niet bebouwd of bij de ontworpen werken niet betrokken zullen worden (achteruitbouwstrook, binnenplaatsen en tuinen, garage, enz.) met vermelding van de afmetingen ervan; in voorkomend geval, de af te breken gebouwen en de te verwijderen beplantingen; de ontworpen wegen en beplantingen;
- in geval van afbraak : de stand op het terrein en de afmetingen van het af te breken gebouw;
- in geval van gebruik van een grond voor het plaatsen van één of meer vaste inrichtingen : de stand, het aantal en de afmetingen van de te plaatsen inrichtingen;
- in geval van ontbossen : de ligging en oppervlakte van het te ontbossen gedeelte, de vermelding van de houtsoorten en de ouderdom van de houtopstand;
- in geval van vellen van hoogstammige bomen : de inplanting, het aantal en de soort der te vellen bomen;
- in geval van een aanmerkelijke wijziging van het reliëf van de bodem : een terreinprofiel, in de lengte en in de breedte, van het tot stand te brengen reliëf, voorzien van maatcijfers ten opzichte van de bestaande terreinhoogte, en met vermelding van de benaderende omvang van het grondverzet in m³;
- in geval van wijziging der vegetatie van een bij koninklijk besluit beschermd gebied : de ligging en de oppervlakte van het terrein waarvan de vegetatie dient te worden gewijzigd, met vermelding van de aard der bestaande en geplande vegetatie;
- in geval van het aanleggen van een opslagruimte voor gebruikte voertuigen of voor schroot : de ligging en de wijze van afsluiting van het opslagterrein, alsmede de raming van het aantal voertuigen of van het volume van het te stapelen schroot;
- in geval het de bedoeling is een grond gewoonlijk te gebruiken voor het plaatsen van één of meer verplaatsbare inrichtingen die voor bewoning kunnen worden gebruikt : de ligging en de oppervlakte van het te gebruiken terrein, alsmede de aard en het aantal der te plaatsen inrichtingen;
- in geval van een grondverkaveling : de te verkavelen oppervlakte, het aantal en de oppervlakte van de kavels, de benaderende afmetingen van de te bouwen woningen (hoofd- en bijgebouwen).

Handtekening van de aanvrager :

Naam en adres van de aanvrager :

Datum van de aanvraag :

(1) 1/500, 1/1 000 of 1/2 500.

(2) — voor het bouwen, verbouwen of afbreken van gebouwen : 1/50 tot 1/200;
— voor de andere handelingen en werken : 1/100 tot 1/1 000.

(3) het gepaste aankruisen. ◆

Formulier II B

Ons kenmerk :

Uw kenmerk :

STEBEDOUWKUNDIG ATTEST NR. 2

Het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op de aanvraag tot het verstrekken van een stedenbouwkundig attest nr. 2 ingediend door met betrekking tot een perceel gelegen te en strekkende tot

Overwegende dat voor het gebied waarin het perceel begrepen is :

- één op 28 november 1979 door de Koning vastgesteld gewestplan bestaat;
- (1) - geen door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg bestaat als bedoeld in artikel 16 van de wet van 29 maart 1962;
- (1) - geen behoorlijk vergunde verkaveling bestaat;
- (1) - een algemeen plan van aanleg bestaat goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) - en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) - een bijzonder plan van aanleg bestaat als bedoeld in artikel 17 van de wet van 29 maart 1962 en goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) - en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) - een behoorlijk vergunde verkaveling bestaat, maar waarvoor de vergunning vervallen is;
- (1) - een bijzonder plan van aanleg bestaat als bedoeld in artikel 16 van de wet van 29 maart 1962, goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) - en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) - een niet vervallen verkavelingsvergunning bestaat;
- (1) - een onteigeningsplan bestaat, goedgekeurd bij koninklijk besluit van is waarvan de onteigenende macht is.

Gelet op de gemeentelijke bouwverordening en de bouwverordening van de agglomeratie Brussel;

- (1) Gelet op het advies van de overlegcommissie van
- (1) Gelet op het advies van de gemachtigde ambtenaar

Besluit :

Artikel 1. Onder voorbehoud van de resultaten van het grondig onderzoek dat plaatsheeft, indien er een bouw- of verkavelingsaanvraag mocht worden ingediend, kunnen de beoogde werken of handelingen (1) (niet) worden goedgekeurd, op grond van de hierna volgende voorwaarden :

1° advies van het gemeentebestuur :

- (1) 2° advies van de gemachtigde ambtenaar van de Dienst voor de stedenbouw en de ruimtelijke ordening :

Art. 2. « De in een stedenbouwkundig attest zonder beperking aangegeven bestemming en de opgelegde voorwaarden voor een perceel of een perceelgedeelte blijven van kracht gedurende een jaar te rekenen van de uitreiking van het attest » (artikel 63 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, gewijzigd door de wet van 28 juli 1976).

Art. 3. Door dit attest is men niet ontheven van het aanvragen en verkrijgen van de bouwvergunningen voor het uitvoeren van werken of verrichten van handelingen, als bedoeld in artikel 44 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970, of van de verkavelingsvergunning, voorgeschreven bij artikel 56 van die wet, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970.

Die vergunning behoort, in voorkomend geval :

- te beantwoorden aan de door de Brandweer van de agglomeratie Brussel gestelde eisen;
- te beantwoorden aan het bepaalde in het koninklijk besluit van 9 mei 1977 genomen in uitvoering van de wet van 17 juli 1975 betreffende de toegang van gehandicapten tot gebouwen toegankelijk voor het publiek.

Te, de

Vanwege het college,

De secretaris,

De burgemeester,

(1) Het overbodige schrappen.

AANVRAAG VAN EEN STEDEBOUWKUNDIG ATTEST NR. 2

Aan de gemachtigde ambtenaar voor
de Dienst van de Stedebouw en de
Ruimtelijke Ordening

Mijne heren,

Ik verzoek u om afgifte van een stedenbouwkundig attest nr. 2 voor het perceel gelegen te
..... straat, kadastraal bekend sectie
nr. eigendom van

Ik ben voornemens op dat perceel volgende werken uit te voeren of handelingen te verrichten :

Ik voeg bij mijn aanvraag volgende door mij ondertekende bescheiden in drievoud :

- 1^o een situatietekening van bovenbedoeld perceel, gemaakt op een schaal van ; (1), waarop de noordpijl, de toegangswegen met vermelding van hun rechtstoestand (rijksweg, provincieweg, buurtweg, gemeenteweg) en van hun naam, alsmede de omliggende bebouwing in een omtrek van 50 m vanaf elk der grenzen van dat perceel zijn aangegeven;
- 2^o de inlichtingen omtrent de eigendomstitel van het betrokken perceel, overeenkomstig artikel 144 van het Wetboek de successierechten verstrekt door de ontvanger der successierechten van het gebied waar het perceel gelegen is;
- 3^o een plan op een schaal van 1/500 of 1/1000, waarop de bestaande toestand is aangegeven, met name :
 - a) het onroerend goed en de afmetingen ervan;
 - b) de noordpijl;
 - c) de aanpalende wegen, met vermelding van breedte en naam;
 - d) de op het perceel en op de aangrenzende percelen aanwezige bebouwing, met de van maten voorziene aanduiding van de inplanting ervan op het perceel;
 - e) het reliëf van de bodem en de aanwezige beplanting;
- 4^o foto's van de in 3, d, bedoelde gebouwen, met vermelding van de aard en de kleur van de gevelmaterialen en van de dakbedekkingen;
- 5^o de profieltekeningen, met ingeschreven maten, van de naburige gebouwen;
- 6^o de opgave van de heersende en lijdende erfdiensbaarheden waarmee het goed bezwaard is;
- 7^o een schetstekening op een schaal van (2), met het oog op een correcte aflezing, waarop met name zijn aangegeven (3) :

- in geval van bouwen, herbouwen of verbouwen : voorgestelde plaatsing op het terrein, aantal verdiepingen, hoogte, breedte en diepte van de ontworpen gebouwen (hoofd- en bijgebouwen), de bestemming van de terreingedeelten die niet bebouwd of bij de ontworpen werken niet betrokken zullen worden (achteruitbouwstrook, binnenplaatsen en tuinen, garage, enz.) met vermelding van de afmetingen ervan; in voorkomend geval, de af te breken gebouwen en de te verwijderen beplantingen; de ontworpen wegen en beplantingen;
- in geval van afbraak : de stand op het terrein en de afmetingen van het af te breken gebouw;
- in geval van gebruik van een grond voor het plaatsen van één of meer vaste inrichtingen : de stand, het aantal en de afmetingen van de te plaatsen inrichtingen;
- in geval van ontbossen : de ligging en oppervlakte van het te ontbossen gedeelte, de vermelding van de houtsoorten en de ouderdom van de houtopstand;
- in geval van vellen van hoogstammige bomen : de inplanting, het aantal en de soort der te vellen bomen;
- in geval van een aanmerkelijke wijziging van het reliëf van de bodem : een terreinprofiel, in de lengte en in de breedte, van het tot stand te brengen reliëf, voorzien van maatcijfers ten opzichte van de bestaande terreinhoogte, en met vermelding van de benaderende omvang van het grondverzet in m²;
- in geval van wijziging der vegetatie van een bij koninklijk besluit beschermd gebied : de ligging en de oppervlakte van het terrein waarvan de vegetatie dient te worden gewijzigd, met vermelding van de aard der bestaande en geplande vegetatie;
- in geval van het aanleggen van een opslagruimte voor gebruikte voertuigen of voor schroot : de ligging en de wijze van afsluiting van het opslagterrein, alsmede de raming van het aantal voertuigen of van het volume van het te stapelen schroot;
- in geval het gewoonlijk gebruik van een grond voor het plaatsen van één of meer verplaatsbare inrichtingen welke tot woongelegenheid kunnen dienen : de ligging en de oppervlakte van het te gebruiken terrein, de soort en het aantal van de te plaatsen inrichtingen;
- in geval van een grondverkaveling : de te verkavelen oppervlakte, het aantal en de oppervlakte van de kavels, de benaderende afmetingen van de te bouwen woningen (hoofd- en bijgebouwen).

Handtekening van de aanvrager :

Naam en adres van de aanvrager :

Datum van de aanvraag :

(1) 1/500, 1/1 000 of 1/2 500;

(2) — voor het bouwen, verbouwen of afbreken van gebouwen : 1/50 tot 1/200;
— voor andere handelingen en werken : 1/100 tot 1/1 000.

(3) het gepaste aankruisen.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST
 Dienst van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening

Formulier II D

Uw kenmerk

Ons kenmerk

STEBOUWKUNDIG ATTEST NR. 2

De gemachtigde ambtenaar,
 Gelet op de aanvraag tot het verstrekken van een stedebouwkundig attest nr. 2 ingediend door
 met betrekking tot een perceel gelegen te
 en strekkende tot

Overwegende dat voor het gebied waarin het perceel begrepen is :

- één op 28 november 1979 door de Koning vastgesteld gewestplan bestaat;
- (1) — geen door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg bestaat als bedoeld in artikel 16 van de wet van 29 maart 1962;
- (1) — geen behoorlijk vergunde verkaveling bestaat;
- (1) — een algemeen plan van aanleg bestaat goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) — en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) — een bijzonder plan van aanleg bestaat als bedoeld in artikel 17 van de wet van 29 maart 1962 en goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) — en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) — een behoorlijk vergunde verkaveling bestaat, maar waarvoor de vergunning vervallen is;
- (1) — een bijzonder plan van aanleg bestaat als bedoeld in artikel 16 van de wet van 29 maart 1962, goedgekeurd bij koninklijk besluit van
- (1) — en in herziening gesteld bij koninklijk besluit van
- (1) — een niet vervallen verkavelingsvergunning bestaat;
- (1) — een onteigeningsplan bestaat, goedgekeurd bij koninklijk besluit van is.

Gelet op de gemeentelijke bouwverordening en de bouwverordening van de agglomeratie Brussel;

Gelet op het advies van het college van burgemeester en schepenen van

- (1) — Gelet op het advies van de overlegcommissie van

Besluit :

Artikel 1. Onder voorbehoud van de resultaten van het grondig onderzoek dat plaatsheeft, indien er een bouw- of verkavelingsaanvraag mocht worden ingediend, kunnen de beoogde werken of handelingen (1) (niet) worden goedgekeurd, op grond van de hierna vermelde adviezen :

Art. 2. « De in een stedebouwkundig attest zonder beperking aangegeven bestemming en de opgelegde voorwaarden voor een perceel of een perceelsgedeelte blijven van kracht gedurende een jaar te rekenen van de uitreiking van het attest » (artikel 63, § 1, 5 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1976).

Art. 3. Door dit attest is men niet ontheven van het aanvragen en verkrijgen van de bouwvergunningen voor het uitvoeren van werken of verrichten van handelingen, als bedoeld in artikel 44 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970, of van de verkavelingsvergunning, voorgeschreven bij artikel 56 van die wet, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970.

De vergunning behoort, in voorkomend geval :

- te beantwoorden aan de door de brandweer van de agglomeratie Brussel gestelde eisen;
- te beantwoorden aan het bepaalde in het koninklijk besluit van 9 mei 1977 genomen in uitvoering van de wet van 17 juli 1975 betreffende de toegang van gehandicapten tot gebouwen toegankelijk voor het publiek.

Te, de

Het overbóidige schrappen.

Gezien de bijlage 1 en de formulieren I A, I B, I C, I D, II A, II B, II C EN II D, om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 maart 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

J.-L. THYS